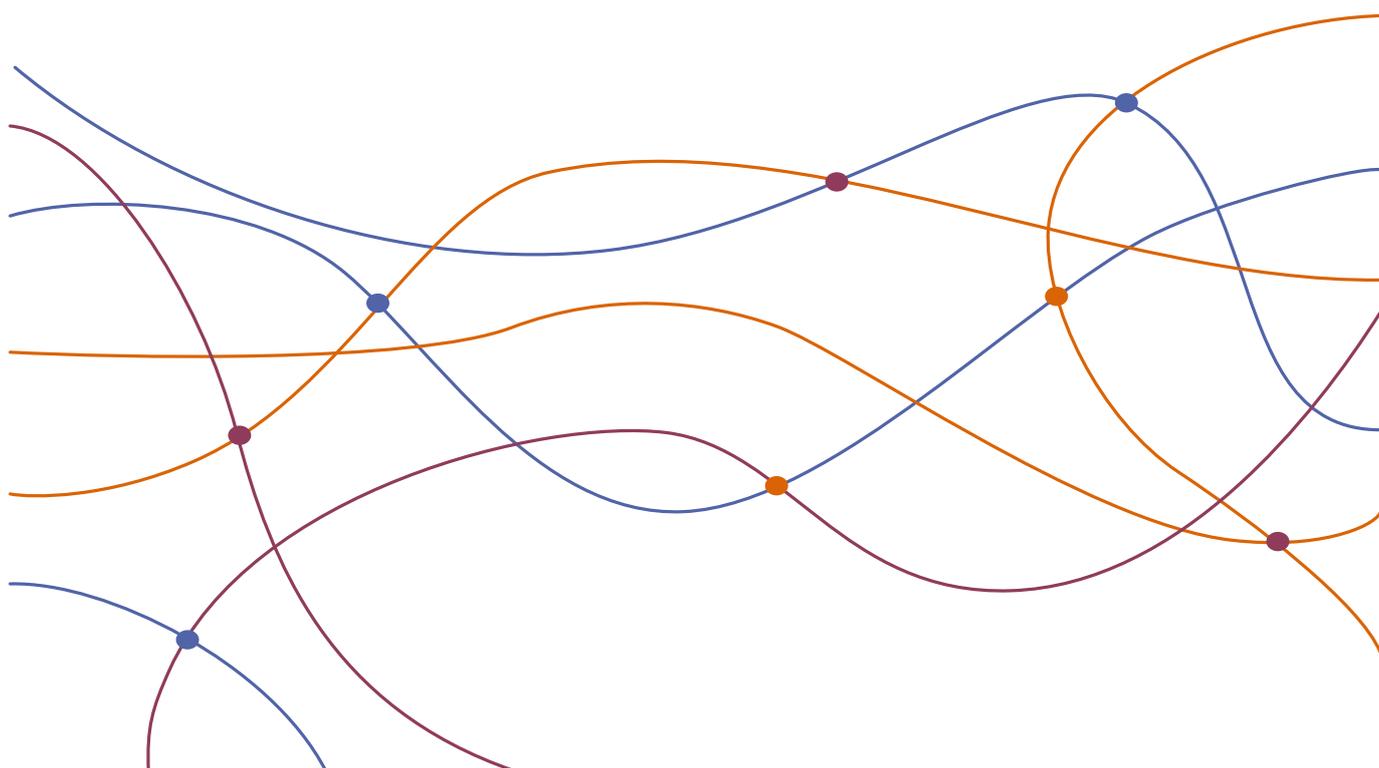


LES MOUVEMENTS SOCIAUX OPPOSES AUX GRANDS PROJETS INUTILES IMPOSES

Un rhizome en lutte contre le néolibéralisme ?



Avant-propos

Ces dernières années, de nombreux grands projets ont eu affaire à des mouvements d'opposition qui vont au-delà de mobilisations de type NIMBY (Pas Dans Mon Arrière-Cour), dans le sens où ils se basent sur des considérations liées au bien commun plutôt que sur des intérêts individuels. La protestation contre les grands projets porte souvent les germes d'une remise en question plus large des orientations de la société.

Ce document est tiré d'un mémoire de master que j'ai rédigé entre février et juillet 2014, dans lequel je me suis efforcée de décrire les mouvements sociaux opposés aux GPII (Grands Projets Inutiles Imposés), leurs raisons d'être et

les relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres sur le territoire de l'Europe. Je me suis appuyée sur la profusion de pages internet, mais aussi sur plusieurs visites de terrain, notamment à Notre-Dame-des-Landes.

J'aimerais remercier toutes les personnes courageuses et intègres que j'ai eu l'occasion de rencontrer durant ce projet.

N'hésitez pas à réagir, critiquer et diffuser !

Diane Robert
dianer@kth.se



A — Les GPII et le néolibéralisme

Les grands projets : aperçu historique

On peut définir les grands projets - ou méga projets¹ - comme des investissements de grande ampleur dans des installations matérielles. Le terme fait référence non seulement aux grands projets d'infrastructure de transport, d'énergie, de gestion de l'eau ou des déchets, mais aussi aux infrastructures minières, à la fracturation hydraulique, aux projets de renouvellement urbain, de stations touristiques et de grandes zones commerciales.

Les grands projets ont une longue histoire derrière eux, qui va de pair avec celle des civilisations. Parmi les exemples auxquels on peut penser, les pyramides d'Égypte, la grande muraille de Chine, les cathédrales, les statues Moai de l'île de Pâques... Ils ont proliféré durant l'ère industrielle et ils ont joué un rôle majeur dans les périodes d'après-crise. En effet, ils ont la réputation de stabiliser le capital, de promouvoir la croissance et de permettre des hausses du niveau de vie.

Les grands projets sont étroitement liés à l'idéologie du progrès. Dans l'avant-propos de la revue *Insight - Le magazine d'infrastructure mondiale*, Nick Chism, président du secteur d'activités Infrastructure, Gouvernement et Santé de KPMG, écrit : "On ne peut pas faire autrement que d'être fasciné par les grands projets. Lorsque, dans un projet exaltant, sont combinés des budgets énormes, des empreintes massives, des bénéfices transformateurs inattendus et les sensations fortes d'un parc d'attractions, il est difficile de ne pas être subjugué."²



INSIGHT The global infrastructure magazine / Issue No. 4 / 2013

Cet optimisme est rarement justifié. Flyvbjerg parle même de "méga projets machiavéliques"³ : en examinant les données de centaines de grands projets, il a retrouvé presque systématiquement une sous-estimation des coûts et une surévaluation des bénéfices. Il suggère que, malgré leurs mauvaises performances, ces projets sont menés car ils profitent à diverses catégories professionnelles : ingénieurs, hommes d'affaires, banquiers, avocats, travailleurs du bâtiment... Par ailleurs, les grands projets peuvent relancer des carrières politiques et doper l'image de marque des villes.

J'aimerais maintenant mettre en évidence le lien entre grands projets et néolibéralisme, notamment après les années 1980.

Notes :

1 Si le terme de méga projet (mega project) est plus courant en anglais, c'est celui de "grand projet" qui est utilisé par les militants français.

2 Nick Chism, 'foreword', *Insight*, Issue4, 2013, p.1, traduction D. Robert

3 Bent Flyvbjerg, 'Machiavellian Megaprojects', *Antipode*, Vol.37(1), 2005, p.21

4 Jamie Peck and Adam Tickell, 'Conceptualizing Neoliberalism, Thinking Thatcherism', *Contesting neoliberalism urban frontiers*, p.27

5 Made popular by J. Schumpeter; the term has been employed by D. Harvey, J. Peck, N. Theodore & N. Brenner

6 Mike Davis and Daniel Bertrand Monk, *Evil paradises - Dreamworlds of Neoliberalism*, The New Press

Qu'est-ce que le néolibéralisme ?

Des aspects essentiels du néolibéralisme sont présentés ci-dessous :

Une doctrine : la loi du marché désentravée

Le néolibéralisme se réfère à une doctrine qui célèbre une loi du marché désentravée, selon laquelle le marché doit contrôler la sphère politique et la loi du marché infiltrer tous les domaines de la vie sociale.

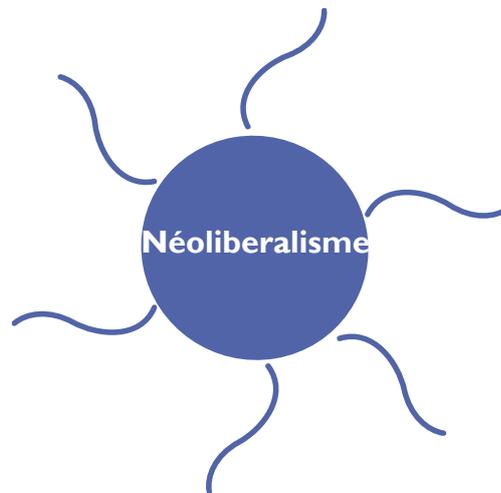
"Un ordre urbain post-politique"

Le néolibéralisme a affecté la démocratie. Faisant auparavant référence à une identité collective, le peuple s'est mué en une somme de contribuables et de consommateurs. Grâce à la prétendue supériorité du marché pour traiter les questions publiques, les possibilités de véritables prises de décision et conflits politiques sont écartées. Seul demeure un consensus autour d'une "nécessité économique mondiale"⁹. Swyngedow nomme ce consensus "ordre urbain post-politique". Il explique qu'il ne peut plus y avoir ni choix ni liberté en dehors de cet ordre. Dès lors, toute dissidence ne peut venir que des 'traditionalistes' ou des 'fondamentalistes'¹⁰.

Un tournant néolibéral a eu lieu dans les années 1980, qui ont vu apparaître de nouveaux outils financiers et une adoption grandissante des Partenariats Public Privé (PPP). L'espace urbain

"Hydre plutôt que Goliath"

C'est un projet qui n'est réalisé que de manière hétérogène et partielle : les formes de néolibéralisme sont hybrides, elles dépendent du contexte ; le néolibéralisme est "hydre plutôt que Goliath"⁴. Dans la mythologie grecque, l'hydre de Lerne est un monstre possédant plusieurs têtes qui repoussent quand on les tranche. Cela renvoie à la nature plurielle et insidieuse du néolibéralisme.



Polarisation spatiale

Par ailleurs, l'augmentation de la vitesse des transports et le développement des TIC (Technologies d'Information et de Communication) ont concentré l'activité dans les métropoles et ont accru les inégalités spatiales.⁷ S'est dessinée l'image d'un territoire en réseaux où les relations entre les pôles prévalent sur les relations entre un pôle et son arrière-pays.

est devenu un terrain privilégié pour la croissance économique¹¹, dans un contexte de compétition entre les villes. Cela a profondément affecté les grands projets.

"Destruction créatrice"

Certains⁹ assimilent le néolibéralisme à une "destruction créatrice" : la destruction - partielle - de ce qui s'oppose à l'application de la doctrine (comme les régulations ou les politiques de protection sociale) va de pair avec la création de nouvelles infrastructures pour la croissance et la marchandisation.

Inégalités sociales

Le néolibéralisme s'accompagne de disparités; Davis prétend même que les inégalités sont le moteur de l'économie contemporaine, et non un simple dommage collatéral.⁶

Notes :

7 Pierre Veltz, Mondialisation, Villes et Territoires, p. 70

8 John Clarke, 'Dissolving the Public Realm? The Logics and Limits of Neo-liberalism', Journal of Social Policy, 2004, p.31

9 Jacques Rancière, 'Introducing disagreement', Angelaki: Journal of the Theoretical Humanities, 2010, p.4

10 Erik Swyngedow, 'The Antinomies of the Postpolitical City: In Search of a Democratic Politics of Environmental Production', 2009

11 Jamie Peck and Adam Tickell, 'Conceptualizing Neoliberalism, Thinking Thatcherism', Contesting neoliberalism urban frontiers, p.91

Dans le contexte actuel d'après-crise – les grands projets comme "classe d'actifs"

Dans le contexte actuel d'(après-)crise, les gouvernements nationaux, les banques multilatérales de développement et des groupes internationaux comme le G20 promeuvent le développement d'infrastructure à large échelle. Les grands projets font partie de la stratégie européenne de sortie de crise. Ainsi, la Commission Européenne a développé des directives pour les réseaux de transport (TEN-T), d'énergie (TEN-E) et de télécommunications (ICT). A certains égards, cela rappelle le "New Deal" qui a fait face à la Grande Dépression d'après 1929 aux Etats-Unis.



www.telegraph.co.uk

Mais le "New Deal" d'aujourd'hui est clairement néolibéral : les grands projets sont financés par des Partenariats Public Privé et de nouveaux outils financiers sont mis en place, comme l'initiative relative aux emprunts obligataires Europe 2020, afin de "transformer l'infrastructure en classe d'actifs"¹² pour les financiers et d'alléger les contraintes liées à l'investissement dans les grands projets (qui sont marqués par une large part d'incertitude et des bénéfices à long terme). Ainsi, de plus en plus, les grands projets sont considérés comme un domaine dans lequel investir les énormes sommes d'argent accumulées par le privé, à la recherche de plus-values élevées¹³.

D'après la doctrine néolibérale, ce qui est bon pour le marché est bon pour la société en général. Mais il est permis d'en douter. Ces investissements dans les grands projets d'infrastructure ont lieu alors que l'on sait que les ressources naturelles sont limitées et qu'un changement radical est nécessaire pour, sinon empêcher, du moins limiter les conséquences désastreuses du changement climatique. En outre, les bénéfices sociaux des grands projets sont largement contestés et suscitent une opposition virulente.

"Grands Projets Inutiles Imposés" - GPII

En qualifiant les grands projets d'"inutiles" et "imposés", les mouvements d'opposition placent chacune de leurs luttes dans le cadre plus large d'un combat contre le consensus néolibéral, qui profite à quelques individus et aux grandes entreprises tout en destabilisant l'économie et en portant atteinte à l'environnement et au tissu social local, aux dépens d'une "démocratie réelle". Cette désignation donne de la visibilité à leurs luttes et permet d'instaurer une base commune à une "coalition de la différence"¹⁴, à partir de laquelle ils peuvent déconstruire non seulement les projets qu'ils combattent mais aussi les logiques qui les sous-tendent.

"Inutiles"

L'adjectif "inutiles" pour désigner les grands projets évoque une interrogation : "utiles pour qui ?" et introduit la question des rapports de classes entre les quelques bénéficiaires de la construction et de l'exploitation des grands projets et la grande majorité de ceux auxquels les grands projets ne profitent pas, voire nuisent. Ainsi les opposants pointent du doigt les disparités sociales qui accompagnent les projets néolibéraux. Ils suggèrent que plutôt que de

Notes :

12 Nicholas Hildyard, More than bricks and mortar: Infrastructure as Asset Class: A Critical Look at Private Equity Infrastructure Funds, 2012

13 Elena Gerebizza & Antonio Tricarico, Large infrastructure to overcome the crisis?, re:Common, 2013, p.3

14 Paul Routledge, Convergence space: process geographies of grassroots globalization networks, p.335

15, 16 Charte de Tunis. Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés, 2013

17 David Harvey, Neoliberalism as Creative Destruction, 2007

multiplier les grands projets qui ne sont nécessaires qu'à une élite restreinte, une meilleure solution serait "l'entretien et l'optimisation des infrastructures existantes"¹⁵. Par ailleurs, ils soulignent le caractère nocif des grands projets qu'ils combattent : "ces grands projets permettent au capital prédateur d'augmenter sa domination sur la planète, portant ainsi des atteintes irréversibles à l'environnement et au bien-être des peuples"¹⁶. Cette affirmation rappelle le double processus de "création destructrice" qui décrit le capitalisme ou le néolibéralisme.¹⁷

"Imposés"

L'adjectif "Imposés" oriente la discussion vers la question de la démocratie. Les grands projets ont l'air démocratiques a priori : il y a eu un "Débat Public" avant que le projet de construire un aéroport à Notre-Dame-des-Landes a été accepté, par exemple. Nombreux sont les grands projets qui sont menés sur la base d'un consensus qui réunit les principaux partis politiques qui énoncent la nécessité de les mener pour le développement de la région, une position souvent relayée par les médias grand public. Dès lors, les mouvements d'opposition, qui se situent hors de ce consensus, font face au mépris ou à la répression. Ainsi, la Charte de Tunis souligne "la militarisation des territoires et la criminalisation des oppositions"¹⁸. Par exemple, Chiara, Claudio, Niccolò and Mattia, qui ont pris part à une action directe de sabotage du chantier de la ligne à grande vitesse entre Lyon et Turin, sont accusés d'acte de terrorisme, de violence à l'encontre d'agents de police, de possession et transport d'armes de guerre. ils sont détenus en quartier de haute sécurité. Dans ce contexte, les grands projets sont partie intégrante de "l'ordre urbain post-politique" que décrivent Swyngedow et Rancière¹⁹.



<http://www.progettoalternativo.com>

Les grands projets et le processus de métropolisation

Les grands projets participent au processus de métropolisation : ils contribuent à la création d'un territoire en réseau où les connexions entre les centres sont intenses, au détriment des liens entre les centres et leurs arrière-pays²⁰. Certains mouvements d'opposition mettent en relief la relation entre les processus de métropolisation et de désertification²¹. Ce qui n'est pas un centre est voué au déclin.

Par là-même, ils attirent l'attention sur le fait que le moteur des politiques urbaines est la compétition entre les villes, et non les notions liées à l'intérêt général ou aux intérêts des habitants. De même, la Charte de Tunis déclare que les Grands Projets Inutiles Imposés "s'inscrivent dans une logique de concurrence exacerbée entre les territoires et impliquent une fuite en avant vers toujours « plus grand, plus vite, plus coûteux, plus centralisateur »"²². Ils entraînent une consommation de ressources naturelles et financières qui est insoutenable.

Notes :

18 Charte de Tunis. Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés, 2013

19 Jacques Rancière, Introducing disagreement, Erik Swyngedow, The Antinomies of the Postpolitical City

20 Pierre Veltz, Mondialisation, Villes et Territoires

21 Voir Nantes Nécropole N°3, Printemps-Eté 2014, CNCA

22 Charte de Tunis. Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés, 2013

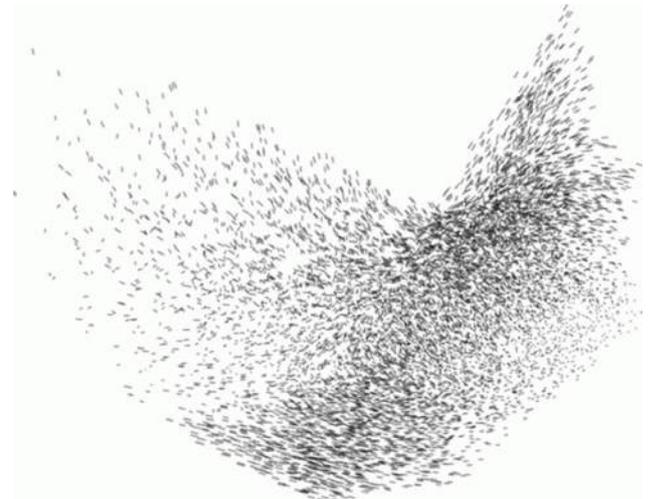
B — Le rhizome de mouvements sociaux opposés aux Grands Projets

Les mouvements sociaux actuels

Voici une possible définition des mouvements sociaux : "des défis collectifs, basés sur des buts communs et des solidarités sociales, en interaction suivie avec les élites, les opposants et les autorités"¹. Lopes de Souza considère que leur rôle est de maintenir l'Etat sous pression permanente.²

Les mouvements sociaux évoluent avec la société dont ils font partie. Dans les sociétés industrielles du XIXème siècle, on voyait les mouvements sociaux comme des associations de personnes d'intérêts communs, ancrées dans des positions sociales structurées³. Dans les sociétés d'aujourd'hui, post-industrielles, centrées sur la connaissance, il est allégué que la dimension symbolique prévaut sur la tentative de réaliser un but spécifique (comme cela était le cas au XIXème siècle)⁴. Les mouvements sociaux contemporains permettent de construire une identité collective. Ils cherchent à mettre en pratique les changements sociaux qu'ils souhaitent⁵.

Internet et les vols bon marché ont facilité les contacts personnels entre les militants des différentes régions du monde⁶. Des "réseaux de mondialisation par le bas" ont émergé, dans lesquels les relations sont plus flexibles⁷ ; ils tendent vers une horizontalité et vers la préservation de la diversité, c'est pourquoi ces réseaux sont qualifiés de "coalitions de la différence"⁸. Des termes plus métaphoriques sont aussi employés, comme ceux d'essaims et de multitude.⁹



Les mouvements actuels sont encore influencés par la société capitaliste ou traditionnelle. Des catégories comme la classe, le genre, l'ethnicité, la religion, etc. continuent d'affecter les relations sociales¹⁰. Les réseaux sont caractérisés par des asymétries de pouvoir : des noyaux ("hubs" en anglais) émergent, qui concentrent plus de pouvoir et plus d'influence¹¹.

A certains égards, ces caractéristiques des mouvements sociaux actuels se retrouvent dans les mouvements contre les grands projets.

Rhizome?

En botanique, un rhizome est une tige de plante souterraine. Le terme a été repris par Deleuze et Guattari dans leur livre *Mille Plateaux*¹². Ils avancent des principes, parmi lesquels les principes de connexion et d'hétérogénéité qui spécifient que "n'importe quel point d'un rhizome peut être connecté à un autre, et doit l'être", qu'un rhizome ne comporte pas de structure profonde comme il y en aurait dans un

Notes :

1 Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, Third edition, 2011, p.9

2 Marcelo Lopes de Souza, *Social movements as 'critical urban planning' agents*, City, 2006, p.328

3 Alberto Melucci, cité dans Joseph Gusfield, *Nomads of the present*, Alberto Melucci, Society, 1990

4, 5 Alberto Melucci, *Nomads of the Present: social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, 198

6, 7, 8 Paul Routledge, *Convergence space: process geographies of grassroots globalization networks*

9 John Arquilla & David Ronfeldt, 2001; Michael Hardt & Antonio Negri, 2004; Naomi Klein, 2002; *Notes from Nowhere*, 2003 : cité dans Andy Cumbers, Paul Routledge and Corinne Nativel, *The entangled geographies of global justice*, 2008

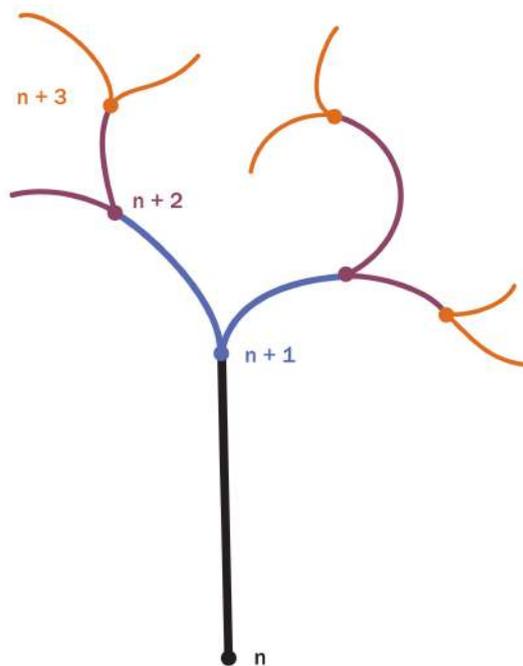
10 Andy Cumbers, Paul Routledge and Corinne Nativel, *The entangled geographies of global justice*, 2008, pp. 188-189

arbre, et le principe de rupture assignifiante : si on le rompt, il peut repartir. Pour résumer, le rhizome est un réseau avec des caractéristiques de multiplicité, de relation intense avec son environnement et un potentiel transformateur. Il y a plusieurs avantages à penser les mouvements sociaux opposés aux grands projets, ainsi que de nombreux mouvements sociaux contemporains, comme des rhizomes.

Les mouvements sociaux opposés aux grands projets sont caractérisés par une grande diversité entre et à l'intérieur des différentes luttes, bien que certains profils se retrouvent plus souvent que d'autres (des écologistes, des retraités qui ont plus de temps à consacrer à la lutte...). La tendance est de multiplier les connexions entre à la fois les éléments constitutifs des luttes contre les grands projets et les luttes elles-mêmes. Cependant, en raison de proximités culturelles, nationales et idéologiques plus ou moins grandes et

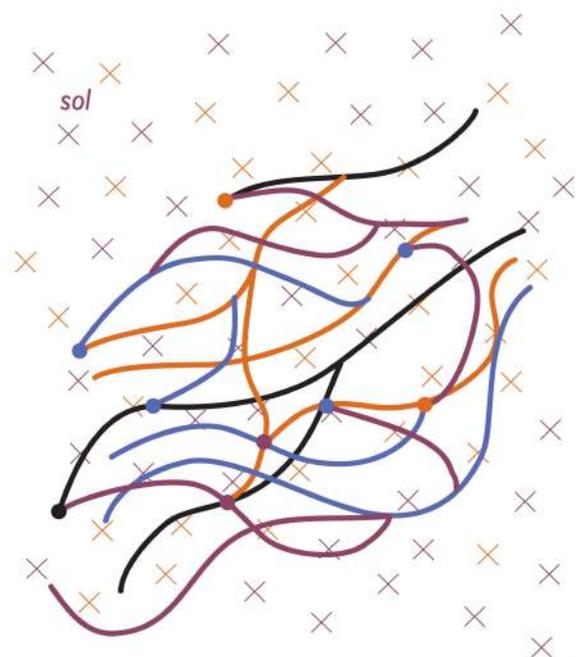
d'influences contextuelles, chaque mouvement entretient des connections privilégiées. De plus, les mouvements favorisent un certain horizontalisme au détriment de structures hiérarchiques traditionnelles, malgré certaines disparités de pouvoir et de représentation parmi les mouvements et les militants.

Un apport majeur dans le fait de penser en terme de rhizome vient du fait qu'il met en relief les multiples processus d'échanges entre les mouvements et leurs "sols", leurs contextes. Aux niveaux politique et historique, il semble que les projets contestés sont moins nombreux dans certains pays, notamment les pays "post-communistes" d'Europe de l'Est¹³. L'échelon national semble rester pertinent pour relier les mouvements entre eux. Par ailleurs, la culture et l'identité jouent certainement un rôle clé : par exemple, certaines façon de s'habiller ou de parler mettent à l'aise certaines personnes plus que d'autres dans chaque composante des mouvements.



Arbre

- binaire
- hiérarchique (verticalité)
- comporte un ordre, une origine et des fins



Rhizome

- non-binaire
- non-hiérarchique (horizontalité)
- pas d'origine, pas de fin
- hétérogénéité
- souterrain (relation avec le sol)
- ...

Notes :

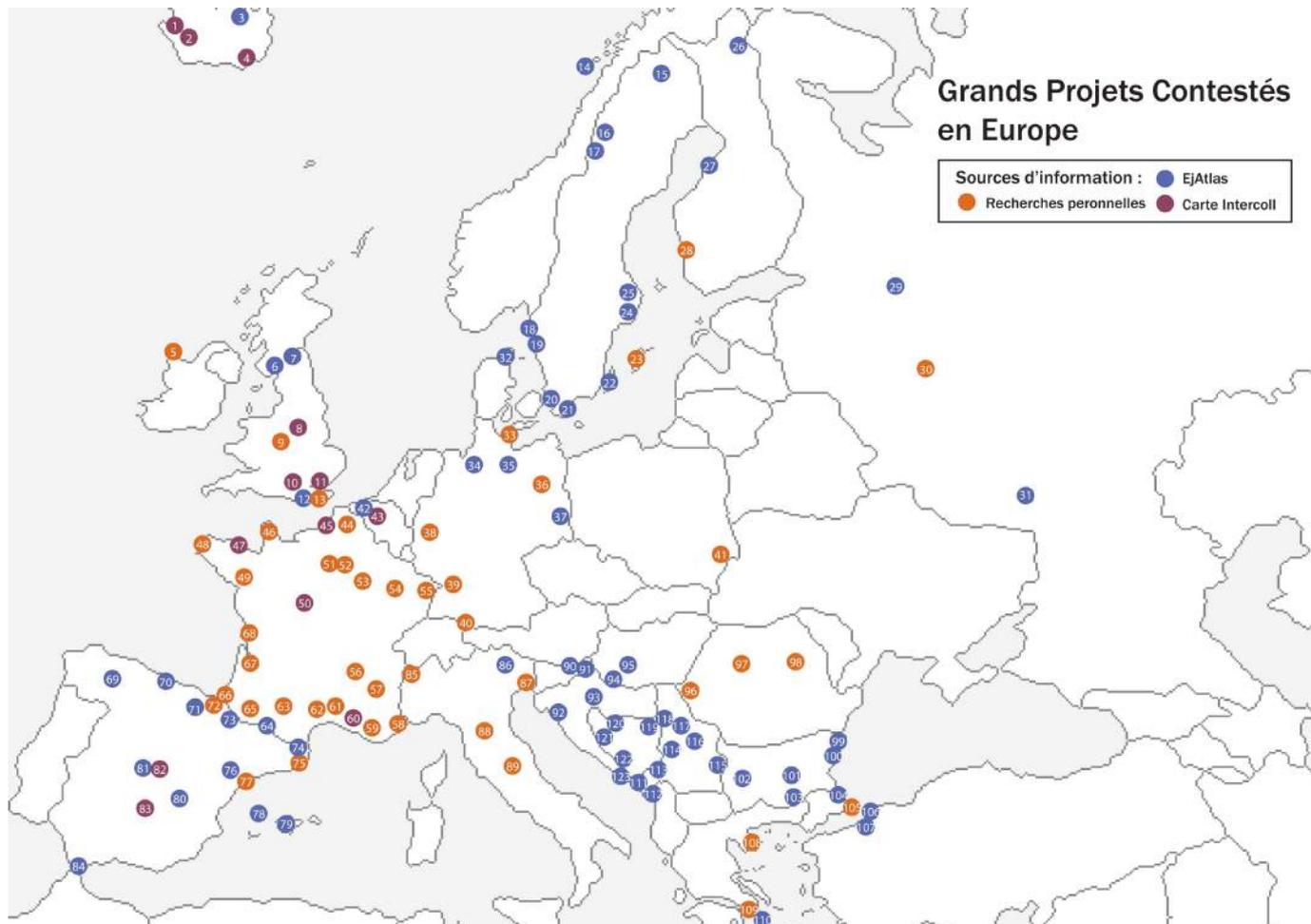
11 Graham Thompson, *Is the world a complex network?*, Economy and Society, 2004, cité dans Andy Cumbers, Paul Routledge and Corinne Nativel, *The entangled geographies of global justice*, 2008, p.189

12 Gilles Deleuze & Félix Guattari, *A thousand plateaus*, 1987

13 voir les cartes en section B, et dans les sections C et D

De multiples et diverses luttes contre les grands projets

La carte ci-dessous dresse un inventaire des grands projets contestés en Europe (au sens large) pour illustrer la multiplicité et la diversité des luttes. Cet inventaire n'est pas exhaustif.



Grands Projets Contestés en Europe

Sources d'information : ● EjAtlas
● Recherches personnelles ● Carte Intercoll

Sources d'information : ● EjAtlas
● Recherches personnelles ● Carte Intercoll

- | | | | |
|---|--|---|---|
| 1 Hengill (et dans d'autres sites du pays)
Centrale géothermique | 11 Kingsnorth
Extension de centrale au charbon | 21 Skåne
Gaz de schiste | 31 Voronezh, Black Sea
Agriculture intensive |
| 2 Farið (et dans d'autres sites du pays)
Barrage | 12 Balcombe
Fracturation hydraulique exploratoire | 22 Öland
Prospection de gaz de schiste | 32 Frederikshavn
Gaz de schiste |
| 3 Skútustaðahreppur
Centrale hydroélectrique | 13 Bexhill-Hasting
Rocade | 23 Ojnare forest
Mine de calcaire | 33 Fehmarn
Pont |
| 4 Fjarðaál (et dans d'autres sites du pays)
Fonderie d'aluminium | 14 Lofoten
Forage pétrolier | 24 Stockholm
Autoroute | 34 Völkersen
Fracturation hydraulique |
| 5 Mayo
Gazoduc | 15 Gällök/Kallak
Mine de fer | 25 Uppsala
Aéroport | 35 Gorleben
Déchets nucléaires |
| 6 Douglas valley
Mine de charbon à ciel ouvert | 16 Vindelälven
Hydraulique | 26 Inari
Industrie de papier | 36 Berlin
Autoroute |
| 7 Cauldhall, Midlothian
Mine de charbon à ciel ouvert | 17 Rönnbäcken
Mine de nickel | 27 Pyhäjoki
Centrale nucléaire | 37 Welzow + other
Mine de lignite |
| 8 Radcliffe
Centrale au charbon | 18 Bohuslän
Stockage de déchets nucléaires | 28 Oikiluoto
Centrale nucléaire | 38 Hambacher forst
Mine de charbon |
| 9 HS2 West Midlands - London
Ligne à Grande Vitesse | 19 Ljungskile
Autoroute | 29 Cherepovets
Aciérie | 39 Stuttgart
Gare |
| 10 Heathrow
Extension d'aéroport | 20 Teckomatorp
Déchets industriels | 30 Khimki
Autoroute | 40 Bodensee
Fracturation hydraulique |

41 Żurawłów Fracturation hydraulique	62 Millau Energie éolienne	83 Ciudad Real Aéroport	104 Istranca/Yıldız Mountains Mines et carrières
42 Antwerp Rocade + recyclage de métal	63 Sivens Barrage	84 Castellar de la Frontera Hôtel de luxe	105 Taksim, gezi, Istanbul Développement urbain
43 Lessines Station de ski couverte	64 Pyrénées Tunnel ferroviaire	85 Val de Susa Ligne à Grande Vitesse	106 Istanbul Troisième pont
44 Nord Ligne à haute Tension	65 Oloron Route	86 Mis Valley Centrale hydraulique	107 Yalova Stockage de déchets chimiques
45 Penly Centrale nucléaire	66 Basque country Ligne à Grande Vitesse	87 Friuli Ligne à Grande Vitesse, Autoroute	108 Skouries Mine d'or
46 Flamanville Ligne à Haute Tension	67 Le Barp Recherche nucléaire	88 Firenze Centrale souterraine	109 Keratea Décharge
47 Baie de Saint-Brieuc Champ éolien	68 Echillais Incinérateur	89 Abruzzo, Marche, Umbria Gazoduc	110 Ellinikon Hôtel de luxe
48 Finistère Centrale à gaz	69 Toral de los Vados Usine de ciment	90 Sostanj Centrale au charbon	111 Gornji Grbalj Carrières
49 Notre-Dame-des-Landes Aéroport	70 Arquetu Fracturation hydraulique exploratoire	91 Krsko Déchets nucléaires	112 Cetinje Décharge
50 Saint-Maur Circuit automobile	71 Enara Gaz de schiste	92 Družba Adria Oléoduc	113 Berane Décharge
51 Montesson Route, développement urbain	72 Spanish Basque country Ligne à Grande Vitesse	93 Topica Lešće Centrale hydraulique	114 River Lim Centrales hydrauliques
52 Grand Paris Renouvellement urbain	73 Yesa Extension de barrage	94 Pécs Réouverture d'une mine d'uranium	115 Stara planina Mountain Station touristique
53 Morvan Déforestation	74 Northeast Catalonia Ligne à Haute Tension	95 Paks Extension d'une centrale nucléaire	116 Trstenik, Topola and Vrnjacka Banja Exploration de mine de nickel
54 Bure Déchets nucléaires	75 Barcelona Ligne à Grande Vitesse	96 Timisoara Fracturation hydraulique	117 Savinac Autoroute
55 Strasbourg Rocade	76 Teruel Barrage	97 Rosia Montana Mine d'or	118 Zajača Fonderie de plomb
56 Décines Stade	77 Castor project, Vinaròs Stockage de gaz off-shore	98 Pungesti Gaz de schiste	119 Tuzla Centrale thermique
57 Roybon Loisir Center Park	78 Balearic sea Prospection de pétrole et gaz	99 Varna Développement urbain	120 Banja Luka Développement urbain
58 Nice Développement urbain	79 Son Reus, Mallorca Incinérateur	100 Kamchiiski Piasatsi Station touristique urbanisation	121 Ribnik, Mrkonjić Grad Centrale hydraulique
59 Cadarache recherche nucléaire ITER	80 Villar de Cañas Déchets nucléaires	101 Stara Zagora, Yambol Sites d'enfouissement	122 Trebinje Centrale hydraulique
60 Nîmes Complexe touristique - Casino	81 Morata de Tajuña Usine de ciment	102 Pazardzhik, Samokov Sites d'enfouissement	123 Dubrovnik Terrain de golf
61 Avignon Route	82 Eurovegas, Madrid/Barcelona Complexe touristique	103 Krumovgrad Mine d'or, de cuivre et d'argent	

Cet inventaire non-exhaustif est basé sur :

- ma propre recherche, qui prend en compte les projets auxquels s'opposent des mouvements qui ont participé aux Forums contre les Grands Projets Inutiles Imposés (GPII) et des mouvements en relation avec des militants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, selon les informations disponibles sur son site et les traces que j'ai pu trouver sur le terrain¹⁴.

- Le site Ej Atlas, qui présente un atlas de justice environnementale qui vise à "cartographier les espaces de résistance". Il est mené par le projet de recherche mondial EJOLT (Environmental Justice Organisations, Liabilities and Trade)¹⁵.

- La carte des Grands Projets Inutiles Imposés publiée par le projet Intercoll (intellectuel collectif international des mouvements sociaux) et la revue française Mouvements, initiée par Nicolas Haeringer, militant et journaliste.¹⁶

Notes :

14 Voir section D

15 EjAtlas.org, About the Atlas of Environmental Justice, <http://ejatlas.org/>

16 Intercoll.net, Large and useless infrastructures, <http://www.intercoll.net/bdf/en/questions/question-3.html>

c — Quelques exemples

Notre-Dame-des-Landes

Le projet de construire un nouvel aéroport "international" à Notre-Dame-des-Landes, un village situé aux alentours de Nantes, a à peu près 50 ans. Il a ressurgi à la fin des années 1990 en raison de la saturation des aéroports parisiens. Ce nouvel aéroport devait remplacer l'aéroport actuel de Nantes-Atlantique et devenir le principal aéroport de la région Grand Ouest. En 2003, une série de réunions publiques ont été organisées sur une période de six mois et en 2008, le projet a été déclaré d'utilité publique, rendant les habitants de la zone expropriables. En 2010, dans le cadre d'un partenariat Public Privé, l'État a signé un contrat de concession avec AGO, une filiale de VINCI, avec à la clé la construction de l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et son exploitation durant 55 ans.¹



<http://aeroport-grandouest.fr>

Il y a longtemps également qu'une opposition au projet s'est formée. Elle s'est renforcée et diversifiée au cours de ces dernières années. La plus ancienne association d'opposition est l'ADECA (Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport), créée en 1972. La plus grande association institutionnelle est l'ACIPA (Association Citoyenne des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre-Dame des Landes), créée en 2000, qui coordonne également des dizaines de comités

de soutien locaux. Le mouvement de la ZAD, qui a commencé autour de 2008, est constitué par les occupants de la zone. Il s'est considérablement développé à la suite de l'opération César de 2012, quand les forces de police ont expulsé et détruit les maisons occupées du site. En réaction, une grande manifestation de réoccupation avait été organisée le 17 novembre 2012. L'affaire a reçu une couverture médiatique de grande ampleur à l'échelle nationale et cette lutte est devenue une affaire délicate pour les autorités, qui ont instauré une trêve. La ZAD est ainsi devenue un espace d'expérimentations, d'échanges, de jardinage, de production et de vie collective.



pagedesuie.wordpress.com

On compte aussi d'autres mouvements impliqués dans la lutte contre l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes : COPAIN44, qui se battent contre la perte de terrains agricoles et pour une agriculture durable, le groupe Naturalistes en lutte, un groupe d'élus (CéDPA), le CNCA, basé à Nantes, qui publie des journaux... Le mouvement d'opposition a plusieurs têtes ; il comporte de nombreuses visions du monde et façons de faire différentes ; les conflits ne manquent pas. Malgré tout, les diverses composantes agissent souvent en commun, elles organisent des manifestations et aussi des projets à plus long terme, comme Sème ta ZAD.

Notes :

¹ Jean Renard & Cécile Rialland-Juin, 'Le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes : les rebonds d'un aménagement conflictuel', Géoconfluences (ENS de Lyon/ Dgesco), 2013

² Ouest France, ND-des-Landes. Les images du centre-ville de Nantes dévasté, 23/02/2014; Ouest France, ND-des-Landes. Qui étaient les casseurs de la manifestation de Nantes?, 26/02/14; Challenges, Des "scènes de guérilla urbaine" dans les rues de Nantes, 23/02/14, etc.



Lemonde.fr



<http://paris-luttes.info/>

Une grande manifestation a eu lieu à Nantes le 22 février 2014, qui a rassemblé jusqu'à 50000 personnes et 520 tracteurs, preuve d'une mobilisation paysanne massive. Des conflits ont éclaté entre des manifestants et les forces de police qui étaient elles aussi massivement présentes : pavés contre grenades assourdissantes, gaz lacrymogène et canon à eau. Trois manifestants ont perdu un oeil. Les médias grand public et les membres du gouvernement ont accentué la violence et les dégâts matériels et stigmatisé les manifestants, même ceux qui ne s'étaient pas battus contre la police².

No TAV

Cela fait plus de dix ans que le mouvement No TAV s'oppose au projet de Ligne à Grande Vitesse entre Lyon et Turin. Le projet est inclus dans la directive européenne TEN-T (réseau de transport transeuropéen RTE-T). Est prévue la construction d'une ligne ferroviaire internationale de 235 kilomètres pour le fret et le transport de passagers, incluant un tunnel de 57 kilomètres sous les Alpes. Il y a déjà une ligne ferroviaire entre Lyon et Turin en état de marche, mais les porteurs de projet prétendent que l'adapter au transport de marchandises serait moins intéressant que de construire une nouvelle ligne, bien que les flux de trafic ne diminuent entre les deux villes et qu'il y ait peu

de chances pour que la demande s'accroisse à l'avenir³. Le projet est évalué à 26 milliards d'euros, un chiffre qui a plus que doublé depuis les débuts de discussion du projet. Le projet est aussi fortement critiqué pour l'impact et les risques environnementaux qu'il entraînerait : par exemple, la montagne dans laquelle le tunnel doit être creusé est pleine d'uranium, de radon et d'amiante.⁴ En outre, le risque d'infiltration par la mafia est élevé.⁵

Depuis son origine, le mouvement d'opposition NoTAV est principalement basé dans le Val de Susse en Italie, bien que d'autres mouvements de résistance au projet aient émergé dans d'autres régions de France et d'Italie. Les opposants assurent maintenant que le mouvement contre la Ligne à Grande Vitesse entre Lyon et Turin est un mouvement franco-italien et non pas deux mouvements distincts qui se déclareraient solidaires l'un de l'autre.⁶ A la suite de "l'escalade brutale du conflit durant l'hiver 2005, quand la vallée a été militarisée"⁷, une manifestation massive a été organisée, de même que des actions visant à reconquérir les sites prévus pour le forage du tunnel, en établissant des "presidi" (casernes) qui sont devenues des lieux de vie sociale où le modèle actuel capitaliste est constamment remis en question. D'aucuns affirment que le mouvement "préfigure une possible alternative sociale, basée sur une auto-gestion directe et communautaire"⁸.

Notes :

3 E.Armano, G. L. Pittavino & R. Sciortino, Occupy in Valsusa: The No TAV Movement, Capitalism Nature Socialism, 2013

4 E. Leonardi, Foucault in the Susa Valley: The No TAV Movement and Struggles for Subjectification, Capitalism Nature Socialism, 2013

5 Reporterre (Andrea Barolini), Série GPII – Le Lyon-Turin, nouveau terrain de jeu de la mafia, (Reporterre.net, 02/04/2014)

6 Paolo Prieri & Daniel Ibanez in Chambéry Evénements, Vélo-randonnée Convergence des luttes No TAV Chambéry, [video], 2014

7, 8 E. Leonardi, Foucault in the Susa Valley: The No TAV Movement and Struggles for Subjectification, Capitalism Nature Socialism, 2013

Les dernières années de protestation ont été marquées par une répression violente et une criminalisation intensifiée du mouvement.⁹ En décembre 2013, quatre activistes, Chiara Zenobi, Claudio Alberto, Niccolò Blasi et Mattia Zanotti, ont été arrêtés et accusés de terrorisme à la suite d'une action directe de sabotage de machines sur le site de construction du tunnel exploratoire à Chiomonte en Val de Susse. Pendant que quelques militants maintenaient la police à distance à l'aide de cocktails Molotov, d'autres ont incendié quelques machines. Personne n'a été blessé et le mouvement No TAV dans son ensemble a revendiqué la responsabilité de l'action. Chiara, Claudio, Niccolò et Mattia sont maintenant détenus en quartier de haute sécurité. Leur jugement a commencé en mai 2014 et, si les accusations de terrorisme sont maintenues, ils risquent des peines de 20 à 30 années de prison. De nombreuses manifestations de solidarité ont eu lieu, non seulement en Italie mais aussi dans d'autres pays européens.



<http://www.imperiapost.it/>

Stuttgart 21

Stuttgart 21 est un projet de ligne ferroviaire et de développement urbain vieux de 20 ans, inclus dans la directive TEN-T (réseau de transport transeuropéen RTE-T), qui prévoit de reconstruire la gare de Stuttgart ainsi que 60 km de lignes ferroviaires, dont la moitié sous tunnels. Les coûts annoncés sont de 6,5 milliards d'euros (plus élevés maintenant que lors des négociations), à partager entre la compagnie de transport ferroviaire allemande Deutsche Bahn, l'état de Baden Württemberg, le gouvernement allemand et la ville de Stuttgart.

Le projet a été controversé depuis le début mais les mobilisations de grande ampleur ont commencé en 2007-2008, après qu'une pétition qui demandait un référendum, rassemblant plus de 60000 signatures alors que seules 20000 étaient nécessaires, a été ignorée. Des milliers de gens se sont rassemblés dans la rue et leur nombre s'est continuellement accru lors des manifestations suivantes. Le 20 septembre 2010, prénommé "Schwarzer Donnerstag", des centaines de personnes, qui occupaient le parc dont les arbres devaient être coupés pour le projet, ont été blessées par la police, qui a fait usage du canon à eau et de gaz poivré contre les manifestants. Ainsi, la manifestation du 1^{er} octobre a rassemblé 100.000 personnes.

La mobilisation d'origine a été décrite comme assez bourgeoise, plutôt âgée et basée sur l'indignation due au fait que l'argent des contribuables servirait à financer un projet mal budgétisé qui prévoyait de détruire un parc au mépris de la démocratie. De nombreux manifestants se sont politisés avec l'opposition à Stuttgart 21 et ont réagi avec grande surprise à ce qu'ils ont perçu comme de la violence policière. Quand quelques manifestants ont occupé le site du projet le 20 juin 2011, ce qui a conduit à des affrontements avec la police et des dégâts matériels, beaucoup ont pris leurs

Notes :

⁹ E. Leonardi, Foucault in the Susa Valley: The No TAV Movement and Struggles for Subjectification, Capitalism Nature Socialism, 2013

¹⁰ Basé sur des interviews avec Julia von Staden, Andrea Schmidt et Sabine Manke, activistes contre le projet Stuttgart 21, à Stuttgart, 25/04/2014

distances avec une opposition devenue trop radicale à leurs yeux. A la suite de cela, un référendum demandant si l'état du Baden-Württemberg devait cesser ou non de financer le projet a comptabilisé 60% de réponses négatives, de sorte que le projet a été maintenu. Maintenant, la mobilisation est retombée et le travail de construction a commencé.¹⁰

Hambacher Forst

Hambacher Forst est une forêt située à l'ouest de Cologne en Allemagne, qui couvrait à l'origine 5500 hectares et qui habrite des dizaines d'espèces protégées, notamment des chauve-souris. L'extraction de charbon a largement empiété sur la forêt et la compagnie allemande d'électricité RWE prévoit d'étendre la zone minière. Depuis 2012, la forêt a été occupée de façon périodique et expulsée plusieurs fois par la police. La dernière fois s'est produite en mars 2014 et quatre semaines plus tard, le 26 avril, une manifestation de réoccupation a eu lieu, avec succès, à la suite d'un camp d'échange de savoirs. Je suis arrivée là-bas le soir ; des dizaines de personnes (surtout jeunes) de diverses nationalités étaient présentes, certaines venant de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Une cuisine collective avait été construite et les gens préparaient ensemble un repas qu'ils partageaient, pendant que quelques-uns passaient la nuit suspendus dans des arbres. Les occupants cherchent à attirer l'attention sur la destruction de la forêt, mais aussi sur la nécessité de changer radicalement le modèle énergétique en sortant non seulement du charbon, énergie très polluante à faible rendement, mais aussi du nucléaire. La population locale se méfie un peu des occupants et les liens entre les occupants, la population locale et les autres opposants à RWE, surtout actifs au sein d'associations, pourraient être renforcés. Cependant, l'opposition à RWE à Hambacher Forst a d'ores et déjà attiré l'attention sur elle à l'échelle nationale.

Rosia Montană

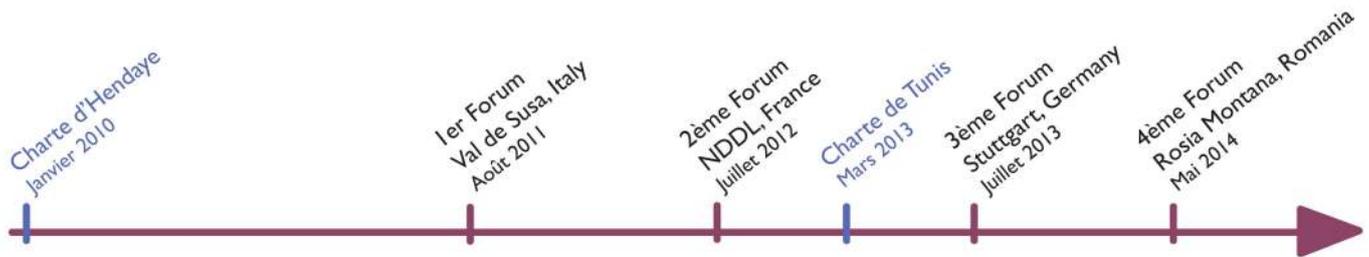
Rosia Montană est un village de Transylvanie roumaine, situé dans les Monts Apuseni. Le lieu a été un site d'extraction d'or depuis la fin de l'âge de pierre. Après plusieurs millénaires d'extraction minière souterraine, l'or a commencé à être exploité à ciel ouvert en 1975 par une entreprise détenue par l'Etat et cette mine a fermé en 2006. Le projet actuel d'extraction d'or et d'argent est initié par Rosia Montană Gold Corporation, une filiale de la firme canadienne Gabriel Resources, soutenue par le gouvernement. Il s'agirait de la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe, faisant usage de la technique minière de cyanuration. L'opposition a été considérable en Roumanie, avec des manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes¹². Maintenant, le projet est en suspens en raison de régulations concernant l'environnement et le patrimoine.

Ces cinq exemples de luttes sont tous différents : ils prennent place dans des contextes variés, sur des durées plus ou moins longues, et donnent lieu à des résultats contrastés. Mais ils partagent aussi des similitudes : des augmentations spectaculaires du coût des projets ; des collusions ou conflits d'intérêts à divers échelons entre le gouvernement, les entreprises impliquées et des organisations mafieuses ; des asymétries de pouvoir entre les partisans et les opposants aux projets ; et divers niveaux de répression. On peut aussi remarquer qu'il semble qu'un certain degré de cohésion à l'intérieur du mouvement et que de bonnes relations avec la population locale soient bénéfiques aux luttes.

Notes :

11 Basé sur une interview avec Thomas Puls, militant pour la préservation de Hambacher Forst, à Buir, 26/04/2014

12 Basé sur la visite de Rosia Montana, 8-12/05/2014



L'origine des Forums : la Charte d'Hendaye

L'origine des Forums Européens Contre les Grands Projets d'Infrastructure remonte à un rassemblement qui a eu lieu à Hendaye près de la frontière franco-espagnole en 2010, auquel ont pris part des dizaines d'associations opposées à des Lignes à Grande Vitesse (LGV) venant de France, d'Espagne et d'Italie, afin d'"unir leurs forces et mieux faire entendre leurs voix, les problématiques étant partout les mêmes."¹ Les mouvements présents ont publié un texte, la Charte d'Hendaye, qui a été ensuite présentée au Parlement. La charte mettait en relief les principaux points de désaccords avec les projets de LGV. La charte présentait ensuite les revendications des mouvements aux institutions européennes - réviser la directive TEN-T et aux gouvernements - arrêter les projets et instaurer un véritable débat public sur le modèle de transport, d'aménagement du territoire et de société. Pour finir, la charte proposait des pistes de solutions - maintenir et améliorer les infrastructures existantes, réduire les transports, relocaliser l'économie et instaurer une démocratie locale authentique.

Les forums : une tendance à l'élargissement

A la suite de ce rassemblement à Hendaye, le mouvement italien No TAV a lancé le premier forum d'opposition aux "Grands Projets Inutiles" en août 2011 à Venaus en Val de Suse, pendant lequel 10 mouvements d'opposition aux grands projets de transport venus d'Italie, d'Espagne, de France, d'Allemagne et d'Irlande ont échangé leurs avis sur les luttes et décidé de continuer le processus de mise en réseau et de coopération.²

Le second forum a eu lieu à proximité de Notre-Dame-des-Landes en France, en juillet 2012 et près de 8000 personnes y ont participé. L'adjectif "Imposés" a été ajouté à l'expression "Grands Projets Inutiles", afin de souligner le déficit de démocratie dans les décisions qui concernent ces projets. L'intention était d'expliquer et de populariser largement le concept. De plus, il y a eu un élargissement thématique : du transport à la production d'énergie et aux déchets.³ Le troisième forum s'est tenu à Stuttgart en Allemagne en juillet 2013. Il mettait l'accent sur la relation entre les grands projets et la bulle financière. Les participants ont réaffirmé leur volonté de "développer le mouvement international contre les grands projets inutiles et imposés, quelle que soit leur nature."⁴

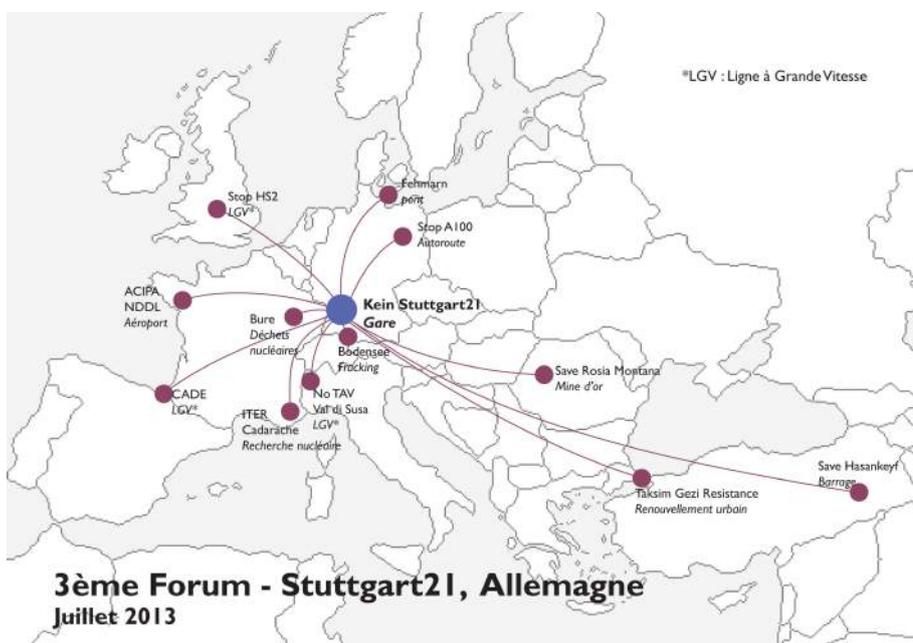
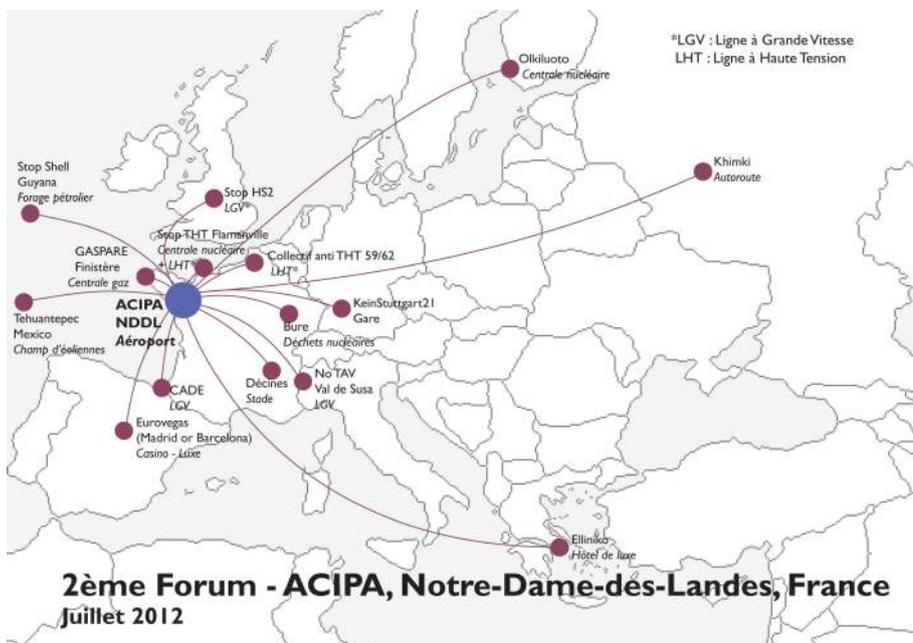
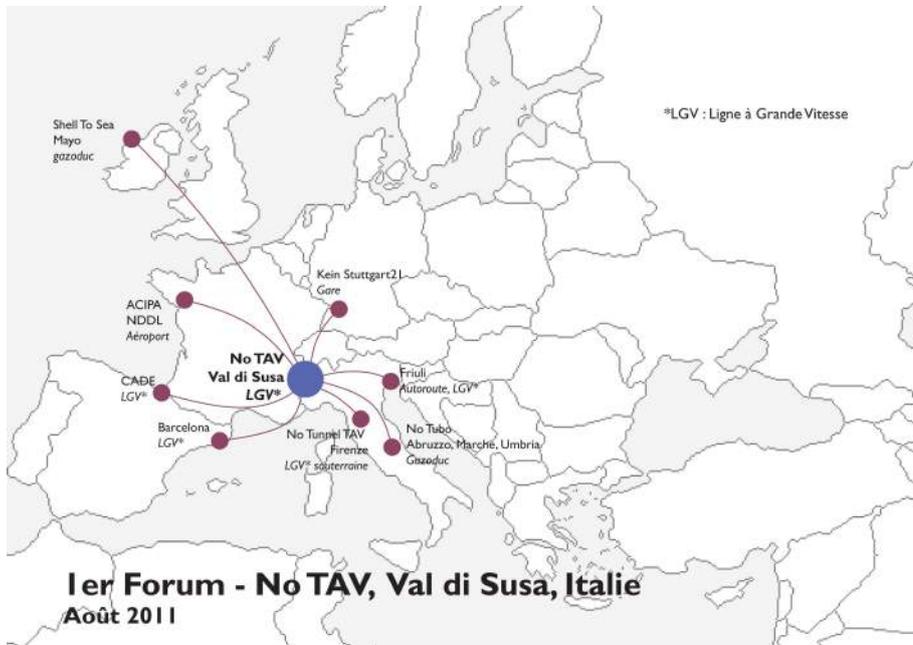
Environ 150 personnes ont pris part au quatrième Forum en 2014 à Rosia Montana en Roumanie, qui rassemblait des mouvements opposés à des projets miniers, de fracturation hydraulique ou encore d'infrastructure. Lors d'ateliers, de conférences et aussi d'échanges informels, d'autres thèmes comme l'incinération des déchets, l'énergie en général, la dette et le financement des projets, les efforts de mise en réseau ont été abordés, ainsi que des questions stratégiques pour le mouvement : une redéfinition des termes "Inutiles" et "Imposés", les formes de lutte, les questions légales, la stratégie à avoir avec les institutions européennes, les relations avec les partis politiques dans les luttes, les perspectives.⁵

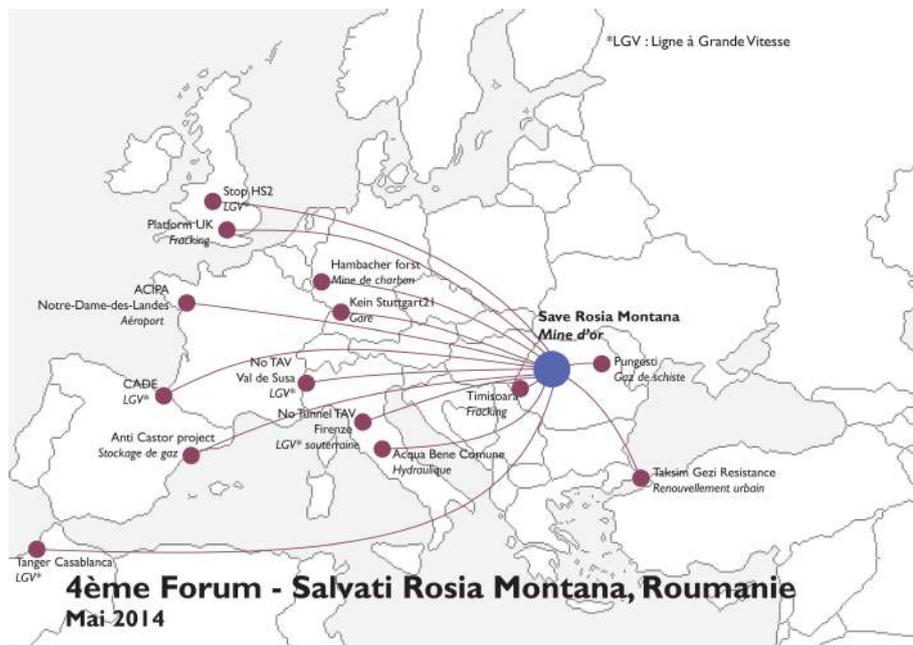
Les cartes rendent compte de l'évolution spatiale des forums.

Elles indiquent les mouvements sociaux présents aux différents forums. Elles sont basées sur les programmes et les compte-rendus des différents forums.

Il est très possible que certains mouvements qui ont pris part aux forums mais n'apparaissent pas sur les programmes ne soient donc pas sur la carte.

C'est pourquoi les cartes donnent une idée générale des mouvements qui ont participé aux forums au cours du temps plutôt qu'un compte-rendu exact.





Liens avec les Forums Sociaux

La structure et l'idée des forums contre les GPII sont intimement liées à celles des Forums Sociaux Mondiaux et Européens, qui sont des rassemblements annuels d'organisations de la société civile qui cherchent à développer une alternative à la mondialisation néolibérale. Certains forums contre les GPII étaient des forums thématiques et régionaux avec les processus et l'approche des Forums Sociaux. De plus, au sein de Forums Sociaux comme celui de Tunis en 2013, quelques jours étaient dédiés aux grands projets. Cela a abouti à la Charte de Tunis qui reprend la Charte d'Hendaye en ajoutant ou en accentuant quelques aspects : la compétition entre les territoires qui stimule les grands projets, la polarisation entre les riches et les pauvres, la relation entre les grands projets, la dette et le système économique libéral.⁶

Ces similitudes organisationnelles des forums contre les GPII avec les Forums Sociaux, voire même leur intégration dans le processus de ces derniers, s'expliquent par le fait que de nombreux militants contre les GPII font aussi partie du mouvement altermondialiste et ont déjà participé à ces Forums. Cependant, tous les mouvements contre les GPII ne sont pas familiers des Forums Sociaux.⁷

Notes :

- 1 La Charte d'Hendaye, Déclaration commune du 23 janvier 2010
- 2 ACIPA, La lutte contre les grands projets inutiles s'organise en Europe, Reporterre, 10/09/2011
- 3 Geneviève Coiffard-Grosdoy, Interview le 23/02/2014, ZAD, Notre-Dame-des-Landes
- 4 Troisième Forum Européen Contre les Grands Projets Inutiles Imposés, Résolution finale, 28/07/2014
- 5 Basé sur la visite de Rosia Montana, 8-12/05/2014
- 6 Charte de Tunis, adoptée au FSM de Tunis, Forum contre les GPII, 2013
- 7 Geneviève Coiffard-Grosdoy, Interview le 23/02/2014, ZAD, Notre-Dame-des-Landes

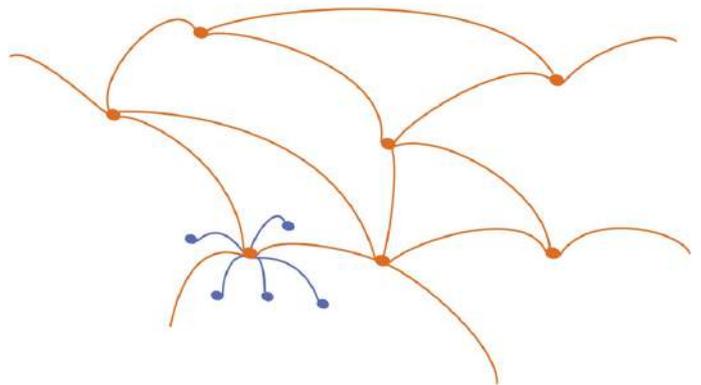
E — Perspectives

Les mouvements sociaux contre les Grands Projets ne font pas que s'opposer à ceux-ci : leurs visions, leurs pratiques et leurs structures organisationnelles reflètent une volonté de proposer des alternatives à "l'hydre néolibérale". Ainsi ils ouvrent des perspectives qui méritent d'être étudiées pour quiconque s'intéresse aux tendances spatiales et sociétales.

Organisations spatiales et sociales

Les Grands Projets rendent visibles les logiques néolibérales qui les sous-tendent, dans des lieux et contextes particuliers : il en découle que les luttes contre les grands projets sont des luttes concrètes, ancrées dans le territoire, à la différence de combats plus généraux contre le néolibéralisme. De plus, les mouvements d'opposition à des projets spécifiques sont reliés les uns aux autres. Cela instaure une géographie complexe et multidimensionnelle d'opposition aux grands projets.

Il existe des similarités entre le rhizome d'opposition aux grands projets et les réseaux qui structurent l'économie néolibérale. En effet, comme ces derniers, le rhizome est affecté par certains degrés d'inégalités et de polarisation. Cependant, il semble que plus le rhizome est polarisé, plus il est faible, contrairement aux réseaux néolibéraux : les mouvements qui réussissent le mieux parviennent à rassembler leurs entités diverses sans pour autant que certaines dominent les autres. De plus, l'opposition aux grands projets est caractérisée par une volonté horizontaliste et une défiance envers l'organisation hiérarchique. Elle encourage l'intégration et la coopération plutôt que la compétition.



Se battre collectivement contre le néolibéralisme pour un accomplissement personnel

Bien que les mouvements opposés aux grands projets se battent pour y mettre fin, ils cherchent aussi à créer des espaces et des situations pour des relations sociales qui ne soient pas perverties par la compétition et la logique du profit et qui permettent des accomplissements personnels et collectifs. La subjectivité est importante : ce qui est souligné est l'expérience vécue plutôt qu'une prétendue objectivité. Beaucoup de choses se passent spontanément (ou en donnent l'apparence) : ce qui se rapporte à la planification ou l'aménagement est considéré comme un système aliénant dominé par la consommation et comme un processus d'enfermement des personnes et de leurs désirs.

Les mouvements promeuvent un mode de vie durable et convivial. Sur de nombreux sites occupés et lors des rassemblements sont favorisées des pratiques alternatives d'organisation et de vie collective : nourriture végétarienne ou végane, peu de déchets, cuisines collectives, espaces conviviaux, toilettes sèches, hébergement dans des cabanes, chez l'habitant ou sous tente...



Décider ensemble du sort des biens communs

Les pratiques de prise de décision dans les mouvements sont démocratiques selon la terminologie de Rancière¹, dans le sens où elles sont basées sur l'égalité des participants (ou du moins tendent à l'être...). Plutôt que d'éviter les conflits, elles les laissent s'exprimer, ce qui peut rendre l'implication des nouveaux venus difficile au début : on doit dépasser la timidité et la peur de la confrontation ; mais la démocratie devrait être comprise comme un but vers lequel tendre plutôt quelque chose qui pourrait être achevé. De plus, il existe une diversité de pratiques, selon les différents groupes impliqués dans les mouvements.

Par exemple, dans la lutte contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le mouvement de la ZAD et des associations comme l'ACIPA et l'ADECA, qui sont plus institutionnelles et structurées, ont parfois des difficultés à établir des conditions de démocratie

qui conviennent à chacun d'eux : il existe des tensions autour de la représentation, ou des méthodes de tours de parole, préétablis ou spontanés.

Mais le but commun de résister contre le projet d'aéroport et la nécessité de trouver un accord pour le territoire de la ZAD durant l'opération "Sème ta ZAD" dans le passé, par exemple, ou aujourd'hui pour son avenir une fois le projet enterré (si il l'est...), les force à mettre en oeuvre des solutions. Le territoire de la ZAD, avec sa riche biodiversité, ses activités, ses relations sociales et le sens qu'il revêt, est un bien commun continuellement débattu et réinventé.

Les mouvements qui s'opposent aux grands projets se battent pour le droit de décider collectivement de l'avenir des biens communs, qu'il s'agisse des ressources naturelles, des modèles énergétiques, des processus démocratiques ou des relations sociales.

Notes :

¹ Jacques Rancière, *Introducing disagreement*

Enjeux & possibilités

Bien que j'aie essayé de rendre compte de façon juste et honnête de ces luttes, certaines idées exprimées ici sont subjectives et pourraient être discutées. J'espère néanmoins qu'à la lecture de ce document, on puisse apprendre des choses ou du moins prendre conscience des luttes contre les grands projets.

Certains enjeux inhérents aux mouvements méritent également d'être débattus et le sont déjà un peu.

Structure du rhizome

Certains sont d'avis qu'il serait utile et bon pour la résilience d'instaurer une sorte de structure centrale, qui rendrait plus facile le transfert d'informations, la convergence et la mobilisation : le rhizome d'aujourd'hui dépend du bénévolat et de la disponibilité de ses membres ; il peut paraître instable et flou.

Mais une structure centrale pourrait aussi instaurer certaines hiérarchies, nuire à l'ouverture, à la multiplicité et l'hétérogénéité qui sont maintenant présentes dans le mouvement contre les grands projets : en clair, celui-ci cesserait d'être un rhizome.

Développer des outils pour simplifier la connectivité et le transfert d'informations tout en conservant la richesse des expériences vécues dans la lutte constitue alors un grand défi pour un rhizome de mouvements opposés aux grands projets en expansion.

Nord/Sud

De plus, le rhizome d'aujourd'hui est principalement développé en Europe occidentale, alors que des projets contestés sont présents partout et que les logiques néolibérales qui sont derrière s'appliquent mondialement. Les liens avec les mouvements des pays d'Europe de l'Est (sauf Roumanie) sont toujours assez faibles, et les liens avec les mouvements des pays Suds peu nombreux. Renforcer les liens entre les mouvements des Nord et des Suds constitue, je pense, une piste de développement pertinente pour le rhizome. L'expansion pourrait aussi être thématique, avec des liens plus forts créés avec

les luttes non localisées. Le potentiel est là, étant donné que les luttes contre les grands projets interrogent sur des enjeux sociétaux plus larges.

Lois, Partenariats

Les grands projets sont reliés à des structures économiques, des décisions politiques, des lois qui sont adoptées à divers échelles et degrés. Par exemple, le partenariat lié au Grand Marché Transatlantique (TAFTA) peut avoir une incidence sur le cadre dans lequel les grands projets sont mis en oeuvre, et les lois environnementales décidées au niveau européen peuvent perturber leur progression... La surveillance et le contrôle de ces contextes politique et économique permettent de mieux s'opposer aux grands projets. Au sein du rhizome, certains mouvements ou certains activistes semblent agir à ce niveau, en observant et critiquant les projets devant la commission européenne, par exemple.

Possibilités

L'opposition aux grands projets peut continuer d'être source de propositions pour des accomplissements personnels et collectifs en dehors des logiques néolibérales. La créativité - une créativité qui ne serait pas phagocytée par les logiques néolibérales - est décisive pour l'avenir du rhizome.

Le succès de certaines luttes spécifiques pourrait bénéficier à l'ensemble des mouvements opposés aux grands projets, de manière symbolique. Contrairement à des luttes politiques et sociales générales (contre une précarité de l'emploi grandissante, contre la surveillance, etc.) qui sont nécessaires mais dont les chances de succès semblent mitigées, il est possible de gagner (au cours d'une seule vie) sur un grand projet. Des victoires (comme Eurovegas¹) seraient d'importance stratégique pour les mouvements opposés aux grands projets dans toute l'Europe, comme sources d'inspiration et d'espoir.

¹ Eurovegas, en Espagne, projet de casino/hôtel de luxe/etc. a été abandonné en 2013